**PROCES-VERBAL DU CONSEIL MUNICIPAL
DU JEUDI 27 JUIN 2019 – 20 heures**

L'an deux mil dix-neuf, le vingt-sept juin à 20 heures, le Conseil Municipal de la commune de Souillac, sur convocation des élus et affichage en date du 19 juin 2019, s'est réuni en session ordinaire dans la salle Salives à la Mairie, sous la présidence de Monsieur Jean-Michel SANFOURCHE, Maire, pour délibérer sur les affaires exposées ci-après.

Présents : Messieurs SANFOURCHE – VERGNE – ARPAILLANGE – LAUVIE– DESHAYES– BONNEVAL – COURNET – DARNIS – FERNANDEZ VINCENT – CAMPOT – MACHEMY. Mesdames AUBRUN – KOWALIK – COUTENS VILLALONGUE – JALLAIS – FABRE RENAUT – DELMAS – CAZALS – MILLORY – BAYLE.

Absents mais représentés : Messieurs MAGNE (pouvoir à Mme JALLAIS) – ESHAIBI (pouvoir à) – LASFARGUE (pouvoir à) – Mesdames PEARCE (pouvoir à Mme KOWALIK) BRUNO (pouvoir à Mme FABRE RENAUT (pouvoir à)

Absents mais excusés : Messieurs– Madame

Secrétaires : Mesdames KOWALIK et BRUNO sont élues secrétaires à l'unanimité.

Membres en exercice : 27

Membres présents :

Absents représentés : 4

Secrétaires : Mesdames KOWALIK et DELMAS sont élues secrétaires à l'unanimité.

- Approbation du procès-verbal de la séance du conseil municipal en date du 6 juin 2019

Le procès-verbal de la séance du conseil municipal en date du 6 juin 2019 est adopté à l'unanimité.

N° 64 - Création d'un poste de chargé de mission référent jeunesse

Monsieur le Maire rappelle par délibération n°78/2018 du 17 septembre 2018 le conseil municipal avait créé un poste de chargé de mission référent jeunesse suite à une étude réalisée par CAUVALDOR qui avait soulevé la question du jeune public 14/20 ans pour lequel aucune animation ou encadrement n'était prévu par la commune.

Le recrutement ainsi envisagé l'était pour un temps non complet, à raison de 25 heures hebdomadaires.

Cependant, il a été décidé par délibération n° 8/2019 du 31 janvier 2019, de porter le temps de travail de ce poste à 35 heures.

Monsieur le Maire expose que suite à l'appel de candidatures, plusieurs postulants ont répondu à cette offre mais que la rémunération proposée ne permet pas de retenir le candidat qui correspond le mieux au profil, compte tenu du niveau de sa qualification et de son expérience professionnelle.

Le Maire propose de rapporter la délibération précitée et de la remplacer par la suivante.

Monsieur le Maire propose de créer un poste de chargé de mission référent jeunesse.

Le chargé de mission référent jeunesse sera chargé principalement de concevoir des projets d'animation pour le public jeune, les mettre en place et les coordonner, et favoriser la communication et le développement du lien partenarial au sein de la commune.

Mission 1 : développer l'accompagnement du public afin de faciliter son autonomie, la citoyenneté, les solidarités, la participation, le dialogue intergénérationnel :

- ✓ Organisation et animation d'actions collectives auprès de ce public
- ✓ Intervention dans les établissements scolaires
- ✓ Valoriser et développer des actions impliquant la jeunesse
- ✓ Accompagnement de projets menés par les jeunes

Mission 2 : Mise en réseaux des acteurs locaux :

- ✓ Animation des réunions thématiques et des groupes de travail avec les partenaires jeunesse afin de développer les logiques de coopération et de mutualisation

Mission 3 : Accompagner les élus dans la définition de leur politique jeunesse et du projet éducatif :

- ✓ Participer à la réflexion, à l'élaboration et à l'évaluation de la politique et du projet en direction de la jeunesse
- ✓ Conception et suivi de l'information/communication en direction des jeunes : assurer le lien entre la commune et les jeunes
- ✓ Répondre à des appels de projet

➤ Profil demandé :

- Qualification : BPJEPS / DEJEPS
- Expérience dans le secteur de l'animation
- Permis B indispensable
- Notions de projets et de travail en partenariat
- Capacité d'initiative, d'adaptation et de prise de responsabilités
- Connaissance du code de l'action sociale des familles
- Connaissance de l'outil informatique

➤ Catégorie hiérarchique du poste : A

➤ Rémunération : correspondant à l'indice brut 600 – indice majoré 505 et le cas échéant le supplément familial de traitement.

➤ Durée hebdomadaire : 35 heures (temps complet).

➤ Durée de cette mission : 3 ans

Le conseil municipal, après en avoir délibéré :

- rapporte la délibération n°8/2019 du 31 janvier 2019 ;
- crée un emploi de chargé de mission référent jeunesse, catégorie hiérarchique A, à temps complet à raison de 35 heures hebdomadaires pour une durée de 3 ans ;
- autorise le Maire à recruter un agent contractuel dans les conditions fixées par l'article 3 de la loi du 26 janvier 1984 précitée ;
- dit que la rémunération de l'agent s'effectuera sur l'indice brut 600 – indice majoré 505 ;
- précise que les crédits nécessaires à la rémunération et aux cotisations sociales de l'agent nommé seront inscrits au budget 2019.

Monsieur MACHEMY demande si ce recrutement aura une incidence budgétaire. Monsieur le Maire répond que le poste a déjà été budgété. Madame JALLAIS précise que 4 ou 5 heures devraient être prises en charge par la Caisse d'Allocation Familiale. Monsieur MACHEMY demande s'il a été formé aux gestes de premiers secours. Mme JALLAIS répond par l'affirmative.

N° 65 - Renouvellement du contrat de concession pour la délégation de service public pour la gestion et l'exploitation du cinéma « Le Paris » choix du délégataire

Monsieur le Maire rappelle que :

- par délibération n°104/2018 en date du 06 décembre 2018, le conseil municipal a engagé une procédure de renouvellement du contrat de concession pour la délégation de service public pour la gestion et l'exploitation du cinéma « Le Paris » ;

- par délibération n°10/2019 du 28 février 2019, le conseil municipal a constitué la commission de service public (CDSP) chargée d'analyser les offres reçues en réponse à l'avis d'appel public à la concurrence ;

- l'avis d'appel public à la concurrence afférent a été envoyé à la publication le 11 mars 2013 et publié le 14 mars 2019 dans la Dépêche du Midi et dans le n°1226 de l'hebdomadaire « Ecran Total » (semaine du 13 au 19 mars 2019) ;

- le 12 avril 2019, la CDSP a réceptionné deux offres : celle de la SARL CINEODE (délégataire sortant) et celle de la SARL Groupement de Programmation des Cinémas Indépendants. Un tableau comparatif des offres a été établi et la CDSP a décidé l'audition des candidats qui s'est tenue le 07 mai 2019 ;

- le 07 mai 2019, à l'issue des auditions des candidats, la CDSP a décidé l'entrée en négociation avec les deux sociétés candidates ;

- le 09 mai 2019 la négociation a été lancée et le 16 mai 2019, la CDSP a réceptionné les plis négociés de la part des deux entreprises candidates. Après analyse, la commission a décidé de proposer à l'assemblée délibérante de retenir la SARL CINEODE pour lui confier le nouveau contrat de concession relatif à la délégation de service public du cinéma « Le Paris » ;

- le 07 juin 2019, conformément à l'article L1411-7 du Code Général des Collectivités Territoriales, le maire a transmis aux membres du conseil municipal le rapport de la CDSP sur les éléments constitutifs de l'analyse des offres et les conclusions émises, comprenant :

- le procès-verbal d'ouverture des plis
- le tableau comparatif des offres
- le compte-rendu de chaque audition
- la décision d'entrer en négociation
- le procès-verbal d'ouverture des plis négociés
- la proposition relative au choix du délégataire

Pour l'essentiel, le contrat de concession relatif à la délégation de service public pour le cinéma a pour objet son renouvellement par voie d'affermage pour l'exploitation et la gestion du fonds de commerce du cinéma « le Paris » sis 19, avenue du Général de Gaulle à Souillac.

Le contrat comprend les éléments constitutifs et conditions financières de la gestion, de la programmation et de l'exploitation du cinéma constitué de deux salles de 250 et 110 places et des principes de contrôle de l'exécution du contrat. L'exploitant assurera le bon fonctionnement, la continuité, la qualité ainsi que l'égalité d'accès au service des usagers.

Il offrira à la population de Souillac et de sa région des films de qualité tout en renforçant la familiarisation avec le cinéma et l'apprentissage de cet art pour les scolaires et le jeune public.

Vu le Code de la Commande Publique, notamment la troisième partie des parties législative et réglementaire relatives aux concessions ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment articles L 1411-1 à L 1411-19, les articles R 1410-1 et R 1410-2 et les articles R 1411-1 et suivants relatifs aux contrats de concession pour les délégations de service public ;

VU la délibération n°104/2018 en date du 06 décembre 2018 pour le renouvellement du contrat de concession pour la délégation de service public (D.S.P.) pour la gestion et l'exploitation du cinéma « Le Paris ;

Vu l'avis de la commission de délégation de service public en date du 16 mai 2019 ;

Vu le rapport de la CDSP transmis par Monsieur le Maire le 07 juin 2013 ;

Considérant qu'à l'issue de la procédure légale de publicité et mise en concurrence avec négociation des candidats et compte tenu de l'ensemble des précisions données dans le rapport susvisé, l'offre de la SARL CINEODE apparaît comme la plus satisfaisante au regard des critères de jugements, non exhaustifs, fixés dans le cahier des charges ;

Monsieur le Maire, après présentation du rapport et du contrat de concession propose de signer ledit contrat de concession relatif à la délégation de service public pour la gestion et l'exploitation du cinéma « Le Paris » avec la SARL CINEODE.

Le Conseil Municipal, après avoir délibéré, décide :

- d'approuver le choix de la SARL CINEODE comme délégataire de service public pour la gestion du cinéma « Le Paris » sur la base du rapport de la CDSP annexé à la présente délibération ;
- d'approuver le contrat de concession relatif à la délégation de service public pour la gestion et l'exploitation du cinéma « Le Paris » annexé à la présente délibération ;
- d'autoriser Monsieur le Maire à signer le dit contrat ;
- d'inviter Monsieur le Maire à effectuer toutes les formalités de publicité, transmission et notification requises pour l'exécution de la présente délibération.

Madame DELMAS a vu apparaître des contraintes concernant le ménage dans le nouveau contrat de délégation. Elle s'interroge sur l'état des sanitaires. Monsieur le Maire précise que leur réhabilitation a été prise en charge par la commune en régie et que les travaux sont maintenant achevés. Une rangée de fauteuils dégradés sera remplacée par des fauteuils en meilleur état situés à l'avant de la salle. Madame Martine BRUNO sera chargée de suivre la propreté du cinéma. Il a été demandé à l'exploitant d'enlever les publicités sur la porte d'entrée. Les caissons pour l'affichage en façade ont été refaits. Il a aussi été demandé d'utiliser les panneaux devant la poste pour l'annonce des films. Des contraintes au regard de la propreté sont mentionnées au cahier des charges. Si l'exploitant ne les respecte pas, il sera pénalisé par une diminution de sa subvention d'équilibre.

Monsieur FERNANDEZ demande si des travaux d'électricité ont été entrepris car l'installation manquait de puissance lorsque le cinéma était utilisé par le festival de jazz. Monsieur le Maire précise que la

puissance demandée lors de cet évènement est exceptionnelle. La commune ne peut pas effectuer ce type de travaux étant seulement locataire. Monsieur le Maire précise que le propriétaire a payé le ravalement.

N° 66 - Cession d'un bâtiment communal situé dans la zone d'activité avenue de Sarlat

Monsieur le Maire rappelle que par sa délibération n°101/2018 du 6 décembre 2018 le conseil municipal avait autorisé la cession de l'immeuble communal situé avenue de Sarlat, cadastré section AC n°612-614 d'une superficie totale de 1501m² pour un montant de 90 000,00€ à la SARL LOCAVENTE représentée par Monsieur Jérôme FALRET.

Le bâtiment en question est un local à usage commercial ou artisanal comprenant un atelier de 300m² environ, une entrée, un bureau et des sanitaires en rez-de-chaussée situé dans la zone artisanale de l'avenue de Sarlat, à proximité de la brigade de gendarmerie. Ces locaux qui servaient autrefois de blanchisserie sont inoccupés à la suite du départ du dernier affectataire.

Monsieur le Maire indique que Monsieur FALRET est également le représentant de la SCI LEBENRUKE et que cette société se porte acquéreur du bien concerné.

Vu le Code Général de la propriété des personnes publiques (C.G.P.P.) et notamment les articles L2141-1, L3211-14 et L3221-1 ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales (C.G.C.T.) et notamment l'article L2241-1 ;

Vu l'estimation du bien considéré fournie le 28 janvier 2019 par le service des domaines ;

Considérant l'opportunité de sortir ce bien du patrimoine immobilier de la commune et d'y permettre l'installation d'une nouvelle activité commerciale ;

Monsieur le Maire propose, de rapporter la délibération n°101/2018 du 6 décembre 2018 et la cession du bien susvisé à la SCI LEBENRUKE représentée par Monsieur Jérôme FALRET pour un montant de 90 000,00€.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré :

-rapporte la délibération n°101/2018 du 6 décembre 2018 ;

-approuve le principe de la cession du bien cadastré section AC n°612-614 d'une superficie totale de 1501m² comprenant un bâtiment d'environ 300m² qui s'y trouve implanté au profit de la SCI LEBENRUKE pour un montant de 90 000,00€ net vendeur, étant précisé que les frais d'acte notarié seront à la charge de l'acquéreur ;

-autorise Monsieur le Maire à signer l'acte notarié de cession ainsi que tout document se rapportant à cette transaction.

Monsieur MACHEMY demande si l'acheteur a changé. Monsieur le Maire indique que seule la société change. Cela a pour effet de retarder le projet mais que l'affectation future du local n'est pas modifiée.

N° 67 - Participation financière aux travaux d'alimentation électrique de la Fontaine de Bezet

Monsieur le Maire expose que dans l'objectif de garantir la distribution en eau potable de la population, il est nécessaire d'entreprendre des travaux de raccordement électrique de la fontaine de Bezet.

Il est précisé que les travaux seront menés sous maîtrise d'ouvrage de la Fédération Départementale d'Énergie du Lot (FDEL). Le montant estimé de l'opération est de 66 000,00 € HT. La participation maximale nette de charge de la commune s'élève à 13 200,00 € HT.

Monsieur le Maire rappelle qu'une délibération avait été prise en décembre 2017 afin de porter cette participation sur le budget de l'eau 2018 ; Or il s'avère que cette participation, pour travaux d'électrification, ne peut être supportée que par le budget principal.

Il précise que cette participation sera imputée sur le compte 2041582 de l'opération 355 EP extension des réseaux du budget principal.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, approuve cette proposition et dit que les dépenses seront imputées sur l'opération 355 de la commune.

N° 68 - Rapport annuel d'activité 2018 concession de distribution de gaz propane

Monsieur le Maire présente aux membres du Conseil Municipal, le rapport annuel d'activité 2018 présenté par l'entreprise ENGIE pour la concession de distribution du gaz propane sur la commune.

Lecture est faite de ce rapport au titre de l'année 2018 (consultable en mairie) qui détaille :

- un rappel des éléments du contrat de concession ;
- les données liées à la clientèle ;
- les éléments liés à la sécurité des personnes et des biens ;
- les investissements sur la concession ;
- l'inventaire du patrimoine de la concession ;
- une présentation du concessionnaire (missions, partenariats et mécénats)

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, déclare avoir pris connaissance du rapport annuel d'activité de l'entreprise ENGIE au titre de l'année 2018 pour la concession de distribution de gaz propane.

Monsieur le Maire indique que le nombre de clients ainsi que la consommation sont en baisse. Cela ne remet pas en cause la participation du concessionnaire.

N° 69 - Convention de mise à disposition gratuite d'un local au profit de la mission locale du Lot

Monsieur le Maire rappelle que la Mission Locale du Lot, association loi 1901, occupe actuellement un local communal sis 29, avenue Martin Malvy d'une superficie de 85m².

Les conditions de cette occupation sont réglées par un bail locatif signé avec la commune pour une durée de trois ans du 1^{er} juin au 31 mai 2020 fixant un montant de loyer mensuel de 300,00€ hors charges.

Par son courrier en date du 23 mai 2019, la direction de la Mission Locale a alerté la commune sur le fait qu'elle ne pourrait pas maintenir le poste d'accueil permanent de l'antenne de Souillac suite à l'arrêt du contrat aidé en question.

Aussi, la direction de la Mission Locale demande la requalification de la mise à disposition payante du local loué en mise à disposition gratuite afin de pouvoir maintenir ce poste.

Considérant les missions de service public d'accueil, d'information, d'orientation et d'accompagnement des jeunes de 16 à 25 ans vers l'emploi exercées par la Mission Locale du Lot ;

Monsieur le Maire propose de résilier d'un commun accord avec l'association le bail en cours et de mettre ledit local à disposition gratuite de la Mission Locale du Lot à partir du 1^{er} juillet 2019, étant précisé que les charges restent supportées par l'association.

Cette mise à disposition gratuite fera l'objet d'une convention signée par les deux parties qui précisera les conditions de la mise à disposition.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré :

-autorise la résiliation du bail locatif en cours avec la Mission Locale du Lot pour le local communal sis 29, avenue Martin Malvy d'une superficie de 85m² ;

-autorise le principe de la mise à disposition gratuite hors les charges dudit local au profit de la Mission Locale du Lot ;

-autorise Monsieur le Maire à signer la convention de mise à disposition gratuite qui règlera les conditions de cette mise à disposition.

Monsieur Fernandez s'interroge sur le rapprochement entre Pôle Emploi et les missions locales. Monsieur le Maire indique que c'est l'Etat qui décide.

Monsieur MACHEMY demande des précisions sur le bilan des actions menées par la Mission Locale. Madame JALLAIS indique qu'auparavant la Mission Locale à Souillac était une simple permanence et qu'elle est devenue une antenne. Elle gère en particulier le dispositif de « Garantie Jeune ».

N° 70 - Convention de mise à disposition de l'annexe du Lycée Louis Vicat

Monsieur le Maire rappelle :

- que la région Occitanie ne souhaite plus exploiter bâtiment annexe du Lycée Louis Vicat ;
- qu'afin de garantir la continuité d'utilisation de ce bâtiment par les associations locales, le conseil municipal a autorisé par délibération n°60/2019 du 06 juin 2019 la signature d'une convention d'occupation temporaire de l'annexe du Lycée Louis Vicat avec la Région Occitanie au profit de la commune pour une durée d'un an.

Dans ce cadre, il convient maintenant de signer une convention de mise à disposition avec chaque utilisateur.

Les conditions financières sont les suivantes :

- 8,00€ par nuitée par personne – tarif groupe

- 10,00€ par nuitée par personne – tarif si chambre individuelle

- les utilisateurs devront régler un montant de 288,00€ par nuitée pour les frais de surveillance. Cette somme sera répartie au prorata du nombre d'association utilisatrices présentes dans les locaux.

Considérant l'intérêt pour la commune de garantir la continuité d'utilisation du bâtiment annexe du Lycée Louis Vicat par les associations locales dans le cadre de leur activités et des animations qu'elles proposent ;

Monsieur le Maire propose à l'assemblée délibérante de valider les termes du projet de convention annexé à la présente délibération.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré :

-valide les termes du projet de convention d'occupation temporaire du bâtiment annexe du Lycée Louis Vicat qui est proposé aux associations locales dans le cadre défini ci-dessus ;
-autorise Monsieur le Maire à signer les conventions d'utilisation du bâtiment annexe du Lycée Louis Vicat à venir.

Monsieur le Maire précise qu'il n'est pas nécessaire de disposer d'une personne titulaire d'un diplôme Service de Sécurité Incendie et d'Assistance à Personnes » (SSIAP) un simple agent de sécurité serait suffisant d'après le Sous-Préfet.

Monsieur DESHAYES demande si seulement les associations sportives et culturelles peuvent utiliser ce bâtiment. Monsieur le Maire précise que l'utilisation est étendue à toutes les associations.

N° 71 - CONVENTION PARTENARIALE AVEC L'ASSOCIATION DES COMMERÇANTS ET ARTISANS DU PAYS DE SOUILLAC (ARTICOMM) POUR FLEURISSEMENT DES COMMERCES

Monsieur le Maire indique que suite à l'étude de redynamisation du centre-bourg et à la proposition du bureau d'étude pour l'embellissement de la ville, la commune et l'ARTICOMM souhaitent mener une action conjointe de fleurissement des commerces.

Il est ainsi envisagé d'installer deux bacs à fleurs devant chaque commerce, bacs prévus pour être facilement manipulables afin d'éviter les vols et actes de vandalisme nocturnes.

Le coût de ces bacs est de 70,00€ l'unité. Sur les deux bacs installés par commerce, un serait à charge de la commune, le deuxième resterait à charge du commerçant.

Pour cette opération, la commune procédera à l'achat et la confection des pots. L'ARTICOMM s'occupera de recenser les commerçants intéressés et de collecter les participations de ces derniers qui seront reversées à la commune.

Monsieur le Maire propose que cette action partenariale soit contractualisée sous la forme d'une convention entre la commune et l'ARTICOMM afin de régler dans le détail les obligations de chacun des partenaires pour mener à bien cette action d'embellissement nécessaire qui s'inscrit dans la stratégie de redynamisation du centre-bourg.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré :

-approuve l'opération de fleurissement des commerces en partenariat avec l'ARTICOMM ;
-autorise Monsieur le Maire à signer une convention partenariale avec l'ARTICOMM dans le cadre de cette opération.

Monsieur le Maire précise qu'une trentaine de commerçants sont volontaires.

N° 72 - Contrat cadre « bourgs-centres Occitanie / Pyrénées-Méditerranée »

Dans le prolongement de la délibération du conseil municipal publiée le 29 mars 2018, la commune de Souillac s'est engagée dans le dispositif régional de développement et de valorisation des « Bourgs-Centres Occitanie / Pyrénées-Méditerranée ».

Cet engagement s'est traduit par l'élaboration du dossier de pré-candidature avec l'accompagnement technique des services de CAUVALDOR. La Communauté de Communes s'est également portée co-signataire du dossier de pré-candidature, avec le Pôle d'Equilibre Territorial et Rural Figeac-Quercy-Vallée de la Dordogne, aux côtés de la commune de Souillac.

Après l'acte de pré-candidature, selon les modalités du dispositif, la Région sollicite les communes « Bourgs-Centres » ayant leurs Projets de Développement et de Valorisation déjà élaborés à enclencher l'étape de rédaction des contrats cadre.

L'élaboration du contrat cadre « Bourgs-Centres Occitanie / Pyrénées-Méditerranée » repose donc sur le Projet de Développement et de Valorisation et se traduit par des programmes d'actions spécifiques qui seront présentés dans le cadre des Programmes Opérationnels Annuels des contrats de développement territoriaux régionaux existants ou à venir.

Il est stipulé que ces contrats cadre soient conclus pour une première période débutant à la date de leur signature et se terminant au 31 décembre 2021.

Le présent contrat cadre « Bourgs-Centres Occitanie / Pyrénées-Méditerranée » doit être signé par la Région Occitanie / Pyrénées-Méditerranée, la commune de Souillac, CAUVALDOR, le Pôle d'Equilibre Territorial et Rural Figeac Quercy Vallée de la Dordogne (personne morale signataire du Contrat Régional de développement Territorial existant ou à venir), le Département du Lot, la Caisse des dépôts et consignations et l'Etablissement Public Foncier d'Occitanie dans le respect de leurs compétences et de leurs dispositifs d'intervention.

Il est également proposé que ce contrat cadre puisse être signé par d'autres partenaires souhaitant contribuer activement à la mise en œuvre du Projet de Développement et de Valorisation de la commune « Bourg-Centre » de Souillac.

En terme d'objectif, le contrat cadre « Bourgs-Centres Occitanie / Pyrénées-Méditerranée » doit organiser la mise en œuvre du partenariat entre la Région, la commune de Souillac, CAUVALDOR, le Pôle d'Equilibre Territorial et Rural Figeac Quercy Vallée de la Dordogne, le Département du Lot, la Caisse des dépôts et consignations et l'Etablissement Public Foncier d'Occitanie.

Cela afin d'agir sur les fonctions de centralité et d'attractivité de la commune de Souillac vis-à-vis de son bassin de vie, dans les domaines suivants :

- La structuration d'une offre de services diversifiée et de qualité,
- Le développement de l'économie et de l'emploi,
- La qualification du cadre de vie, qualification des espaces publics et de l'habitat,
- La valorisation des spécificités locales, patrimoine naturel, architectural, culturel, etc.

L'ensemble s'inscrivant dans une démarche transversale de transition écologique et énergétique.

Pour ce faire, le contrat-cadre comprend :

- La présentation du « Bourg-Centre » et de son territoire,

- Une synthèse du diagnostic,
- La description des enjeux et objectifs du projet de développement et de valorisation du « Bourg-Centre », qui identifiera notamment les priorités et mesures thématiques appropriées dans différents domaines,
- L'articulation du projet avec la stratégie du territoire de projet concerné,
- Le programme d'actions opérationnel pluriannuel, spatialisé et phasé dans le temps,
- La gouvernance, le suivi et l'évaluation.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la délibération de la Région Occitanie / Pyrénées-Méditerranée ayant approuvée les principes relatifs à la mise en œuvre de la nouvelle politique régionale en faveur des « Bourgs-Centres Occitanie / Pyrénées-Méditerranée » en commission permanente du 28 novembre 2016,

Vu la délibération de la Région Occitanie / Pyrénées-Méditerranée sur les modalités relatives à l'élaboration des candidatures au dispositif « Bourgs-Centres Occitanie / Pyrénées-Méditerranée » en commission permanente du 19 mai 2017,

Vu la délibération de la commune de Souillac portant sur son engagement dans le dispositif régional « Bourgs-Centres Occitanie / Pyrénées-Méditerranée » en conseil municipal du 29 mars 2018,

Vu la délibération de CAUVALDOR portant sur la co-signature de chacun des neuf dossiers de pré-candidature au dispositif « Bourgs-Centres Occitanie / Pyrénées-Méditerranée » en conseil communautaire du 26 mars 2018,

Vu la délibération du Pôle d'Equilibre Territorial et Rural Figeac-Quercy-Vallée de la Dordogne portant sur les contrats Occitanie pour les territoires 2018-2021, Bourgs-Centres – Grands Sites Occitanie en conseil syndical du 13 juin 2018,

Vu la délibération de CAUVALDOR portant sur l'approbation de la version finale du contrat cadre « Bourgs-Centres Occitanie / Pyrénées-Méditerranée » de la commune de Souillac, ainsi que du Programme Opérationnel Pluriannuel 2019-2021 des projets sous maîtrise d'ouvrage communautaire en conseil communautaire du 13 mai 2019,

Vu le contrat cadre « Bourgs-Centres Occitanie / Pyrénées-Méditerranée » de la commune de Souillac,

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité:

- **D'autoriser Monsieur le Maire à co-signer le contrat cadre « Bourgs-Centres Occitanie / Pyrénées-Méditerranée » pour le développement et la valorisation de la commune de Souillac,**
- **D'autoriser Monsieur le Maire à signer toutes les pièces et documents relatifs à ce contrat cadre.**

Questions diverses

Madame JALLAIS :

Le plan canicule a été déclenché. Une douzaine de personnes se sont inscrites et ont demandé à être contactées. Il est important d'aller voir ses voisins et de les inciter à boire mais pas trop. Ces consignes sont reprises dans le bulletin municipal.

La commune est une zone concernée par le moustique tigre. Une information aura lieu sur le marché vendredi.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à vingt et une heures douze

Séance du Conseil Municipal du 27 juin 2019

N° 64 : création d'un poste de chargé de mission référent jeunesse

N° 65 : renouvellement du contrat de concession pour la délégation de service public pour la gestion et l'exploitation du cinéma « Le Paris » choix du délégataire

N° 66 : cession d'un bâtiment communal situé dans la zone d'activité avenue de Sarlat

N° 67 : participation financière aux travaux l'alimentation électrique de la fontaine de Bezet

N° 68 : rapport annuel d'activité 2018 concession de distribution de gaz propane

N° 69 : convention de mise à disposition gratuite d'un local au profit de la mission locale

N° 70 : convention d'utilisation de l'annexe du lycée Louis Vicat

N° 71 : convention partenariale avec ARTICOM pour le fleurissement des commerces

N° 72 : contrat cadre « Bourg-centres Occitanie/Pyrénées Occitanie »

CONSEIL MUNICIPAL DU JEUDI 27 JUIN 2019

NOMS - PRENOMS	SIGNATURES DES PRESENTS	POUVOIRS
SANFOURCHE Jean-Michel		
AUBRUN Jeanine		
VERGNE Christian		
KOWALIK Fabienne		
ARPAILLANGE Jean		
VILLALONGUE-COUDERT Carine		
LAUVIE Benoît		
JALLAIS Marie-Claude		
MAGNE Jean-Pierre		
PEARCE Heidi		
LASFARGUES Pierre		
FABRE-RENAUT Florence		
ESHAIBI Laaroussi		
CAZALS Nadine		
BONNEVAL Serge		
BRUNO Martine		
MILLORY Simone		
DESHAYES Claude		
BAYLE Chantal		
COURNET Jean-Paul		
COUTENS Martine		
VINCENT Mickael		
CAMPOT Erick		
MACHEMY Pierre		
DELMAS Christine		
DARNIS Claude		
FERNANDEZ Gilles		